

CONSÉQUENCES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La crise a entraîné une dégradation de la situation du marché du travail dans la plupart des pays de l'OCDE. Bien que la reprise ait débuté, le chômage continuera probablement à augmenter en 2010. En outre, même après avoir atteint son point culminant, il faudra du temps au taux de chômage pour revenir à son niveau d'avant la crise, et une partie de la hausse conjoncturelle du chômage risque de devenir structurelle, de nombreux sans-emplois sombrant dans le chômage de longue durée ou sortant de la population active.

Définition

Les Définitions de l'emploi et du chômage figurent dans la partie de cette publication consacrée au « Travail ». L'indicateur utilisé ici pour comparer les conséquences sur le marché du travail de la crise actuelle avec celles de précédentes est un indice mesurant la hausse relative du taux de chômage (depuis le troisième trimestre de 2007 jusqu'à la fin de 2011 pour la crise actuelle), l'axe horizontal du graphique indiquant le nombre de trimestres consécutifs à la première observation. Les données et prévisions sur le taux de chômage sont tirées de l'édition 2009 des *Perspectives de l'emploi* de l'OCDE.

En bref

La montée du chômage observée depuis le déclenchement de la crise est la plus forte de ces dernières décennies pour la zone OCDE dans son ensemble. Le taux de chômage de l'OCDE devrait augmenter de près de 80 % entre son précédent point bas et le douzième trimestre de la récession actuelle, alors que les hausses correspondantes observées lors des précédentes récessions s'inscrivaient dans une fourchette de 20 % à 50 %. Aux États-Unis, cette récession serait de loin la pire de celles ayant eu lieu depuis 1970 en termes d'impact sur le chômage. Par contre, la montée du chômage en Allemagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni, devrait être comparable à celles observées au cours des récessions des années 70 et 80, mais plus marquée que celles associées aux deux récessions passées les plus récentes. Au Japon, le taux de chômage a commencé à augmenter fortement au quatrième trimestre de la récession actuelle, qui devrait se traduire *in fine* par une hausse de moitié environ; cela ne constituerait certes pas un accroissement sans précédent du taux de chômage, mais le niveau prévu pour la fin de 2011 représenterait un sommet depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les marchés du travail ont connu des évolutions très différentes suivant les pays au cours de la récession actuelle, l'emploi ayant enregistré depuis le début de 2008 une baisse cumulée de 12 % en Irlande, alors qu'il a légèrement progressé en Australie, en Corée, au Mexique, en Pologne et en Suisse. Ces écarts tiennent à la fois aux différences de gravité de la crise économique et aux différences d'ajustement des marchés de l'emploi à la crise. Dans la plupart des économies, le nombre moyen d'heures travaillées par semaine a diminué, ce qui a limité les pertes d'emplois consécutives à la baisse du PIB. Cet effet a été particulièrement fort en Allemagne, où l'emploi total n'a pas reculé malgré une diminution prononcée de la production, mais beaucoup plus faible aux États-Unis, où la baisse de l'activité économique s'est traduite par des suppressions de postes dans des proportions inhabituelles. Ces profils différents devraient déterminer l'évolution de l'emploi dans le cadre de la reprise, celui-ci recommençant à croître plus tôt et plus rapidement dans les pays où la baisse du nombre d'heures travaillées a été la plus limitée pendant la récession.

Les variations cumulées de l'emploi du premier trimestre de 2008 au deuxième trimestre de 2009, et les variations correspondantes du produit intérieur brut (PIB), reposent sur les données désaisonnalisées qui figurent dans les *Principaux indicateurs économiques* de l'OCDE.

Comparabilité

Les données sur l'emploi et le chômage sont tirées des enquêtes sur la population active dans la plupart des pays, mais elles proviennent de la source la plus couramment utilisée dans quelques autres. Cette divergence peut limiter la comparabilité des niveaux de divers indicateurs, mais elle est moins problématique dès lors qu'il s'agit de comparer des variations et des trajectoires.

Source

- OECD (2009), *OECD Employment Outlook 2009: Tackling the Jobs Crisis*, OECD, Paris.
- OECD (2010), *Main Economic Indicators*, OECD, Paris.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OECD (2007), *Society at a Glance: OECD Social Indicators – 2006 Edition*, OECD, Paris.

Bases de données en ligne

- *Main Economic Indicators*.
- *OECD Employment Outlook*.

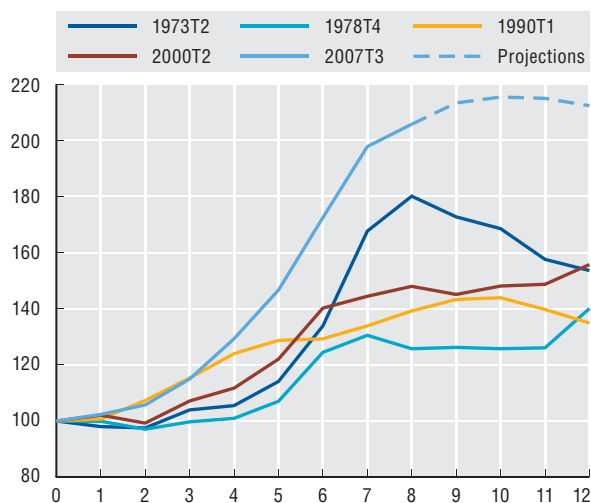
Publications statistiques

- *OECD Labour Statistics Database*.
- *OECD Employment Policy*.
- *OECD Employment Data*.
- *OECD Main Economic Indicators*.

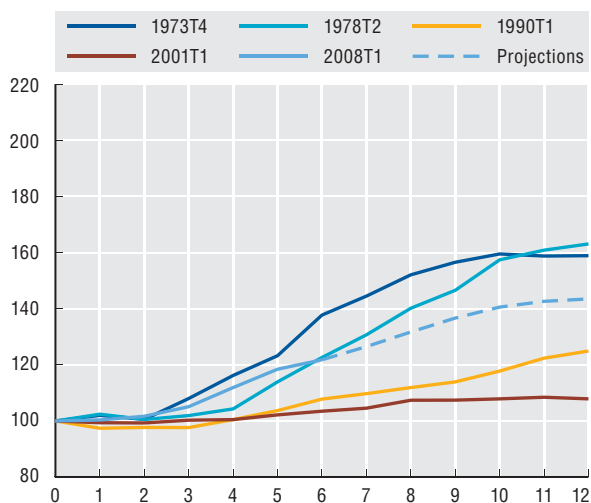
Évolution des taux de chômage lors des crises récentes

Base de l'indice = taux de chômage trimestriel au précédent pic du cycle conjoncturel

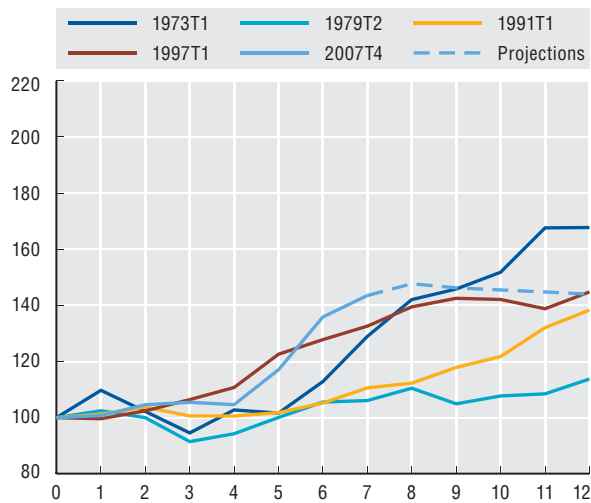
États-Unis



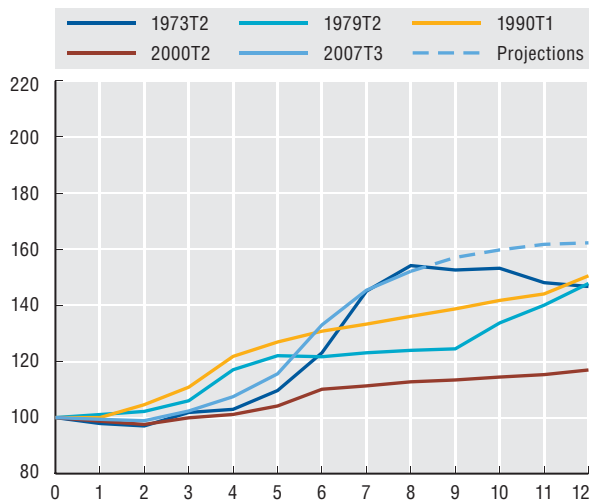
Quatre principaux pays de l'UE



Japon



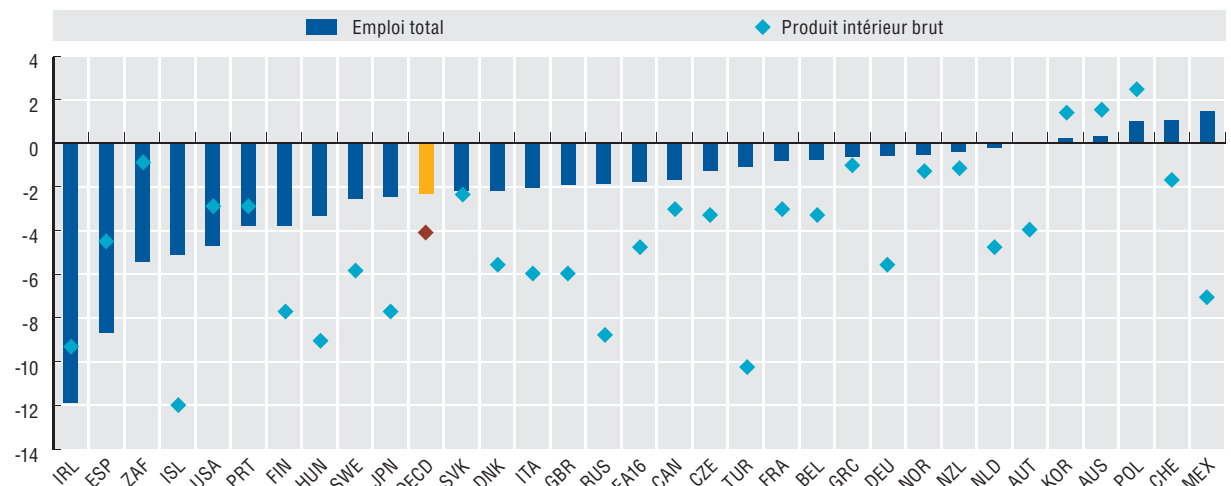
Total OCDE



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823423132501>

Évolution de l'emploi et du produit intérieur brut

Changement cumulé de 2008T1 à 2009T3, en pourcentage, corrigé des variations saisonnières



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/823428802057>



Extrait de :
OECD Factbook 2010
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/factbook-2010-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Conséquences sur le marché du travail », dans *OECD Factbook 2010 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2010-104-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.